

Une résolution pour la mise en œuvre du plan sida

Santé Les députés bruxellois francophones demandent l'application du plan sida.

Les députés francophones bruxellois ont adopté vendredi à une très large majorité (52 oui et 11 non) une proposition de résolution appelant à la mise en œuvre rapide du Plan national d'action contre le sida, dont la Belgique s'est dotée à la fin 2013. Le texte avait été déposé par plusieurs députés de la majorité (PS-DÉFI-cdH) et de l'opposition (Ecolo et PTB).

Le MR a voté contre, jugeant caricaturale la posture de la résolution à l'égard de l'attitude du gouvernement fédéral actuel. La Belgique connaît un des plus hauts taux d'infections au sida diagnostiquées en Europe : 10,7 cas pour 100 000 habitants contre 5,7 cas en Europe en 2011. Dans sa résolution, le parlement de la Commission Communautaire française de Bruxelles demande

aux ministres francophones bruxellois d'*"interpeller le gouvernement fédéral, en concertation avec les autres entités fédérées, en vue de mettre en œuvre, sans délai, le plan national sida"* et les actions relevant de leur champ de compétences notamment en matière de prévention et de dépistage.

Zoé Genot (Ecolo) a déploré les menaces qui planent autour du soutien prévu pour le dépistage décentralisé et démedicalisé. Barbara d'Ursel a replacé l'adoption de la résolution dans le contexte de la réunion sur l'éradication du sida que tiendra l'Assemblée générale des Nations unies dans nonante jours. Pour Jacques Brotchi (MR), mettre sur pied un plan spécialement dédié au sida induit une sorte de concurrence malsaine entre les maladies, notamment entre celles qui sont médiatisées et les autres.

Aux yeux d'André du Bus (CDH), le plan particulier mis en place par le gouvernement fédéral est arrivé un peu tard mais cela n'empêche : il faut d'urgence un plan transversal impliquant tous les niveaux de pouvoir. (Belga)